Le Soir
PANORAMA

A FONDS PERDUS

Les ingrédients de l'échec

Faute d'institutions démocratiques et représentatives abritant des échanges civilisés, un dialogue pacifique et des arbitrages féconds, requis pour la cohabitation des intérêts en présence, il ne reste comme recours aux acteurs politiques et sociaux arabes que la rue, les places publiques et l'émeute. L'Egypte est actuellement l'expression la plus marquée de cette réalité commune à tous les régimes arabes.

Dans une telle configuration, l'opposition tolérée a généralement peu de chances de se faire entendre et les mouvements de protestation ne peuvent aboutir qu'à certaines conditions que passe en revue Erica Chenoweth, professeure agrégée à la Korbel School of International Studies, de l'Université de Denver Josef, et chercheure principale associée à la Peace Research Institute d'Oslo (*).

Elle recense trois conditions pour qu'une protestation pacifique réussisse : qu'elle soit large et diversifiée, qu'elle évite la répression et qu'elle parvienne à susciter une défection des partisans du régime. La totale, pourrait-on dire, en réaction à ce scénario idéal.

Le modèle de protestation adopté par les Frères musulmans en Egypte, pour faire revenir au pouvoir le président déchu Morsi, n'est pas inédit ; il est en tous points identique à la tactique des activistes qui ont occupé la place Tiananmen pour protester contre l'hégémonie du parti communiste en Chine, l'Avenue Epifanio de los Santos pour réclamer le départ du président Ferdinand Marcos au Philippines, ou le National Mall pour dénoncer la guerre du Viêtnam aux Etats-Unis , et d'innombrables autres actions similaires.

Une étude des campagnes non-violentes de 1900 à 2006, permet à l'auteure de l'étude de conclure qu'aucun mouvement populaire qui s'est appuyé sur une méthode unique - comme les sit-in – n'a réussi. Au risque de déboucher sur une catastrophe, la résistance civile implique un certain nombre de séquences, habilement agencées, qui montent, crescendo, «d'une participation diversifiée à grande échelle… à la défection des partisans du régime».

Les acteurs de la désobéissance civile gagnent à recourir à «une combinaison d'actions, telles que les grèves, les manifestations, les sit-in, les boycotts et des démonstrations». Des milliers de méthodes d'action non-violente ont ainsi été identifiées, allant de la protestation à la persuasion, de l'intervention à la non-coopération.

La même période 1900-2006 témoignerait que «bien qu'il n'existe pas de formule qui assure le succès, le facteur le plus important réside dans une large participation». La mobilisation populaire est, naturellement, le moteur de l'action. Tous les autres facteurs associés à la réussite – comme la défection des élites et le reflux de la répression - semblent dépendre «en partie de la taille et de la diversité de la campagne à sa naissance».

Les petites manifestations qu'a connues l'Egypte en janvier 2011 ont rallié des millions d'Egyptiens à partir du moment où les forces de sécurité sont devenues impuissantes à réprimer ; beaucoup de leurs éléments ayant tout simplement ignoré les ordres reçus, d'autres ayant carrément rejoint les protestataires.

A contrario, «aujourd'hui, les forces de sécurité hésitent peu à réprimer les manifestants pro-Morsi, ce qui signifie que la participation à la protestation est encore plus risquée. Et ce serait miner davantage le mouvement que de solliciter plus de manifestants exposés aux risques de répression.

Le maître-mot ici est : «Ne pas se défendre»

«Presque toutes les grandes campagnes non-violentes ont été confrontées à une répression féroce, et les récents soulèvements au Moyen-Orient et ailleurs ne font pas exception».

Historiquement, les mouvements qui survivent sont ceux qui sont capables de changer leurs tactiques, en se muant en des formes multiples : replis, boycotts et grèves générales, pour éviter la répression tout en gagnant toujours plus en légitimité et en popularité.

La répression se retourne contre son émetteur lorsqu'elle est jugée par l'opinion publique comme étant «excessive, injuste et disproportionnée», lorsqu'elle est établie et dénoncée au moyen de rapports et de documents avérés, lorsque le mouvement dispose d'une stratégie de lutte en réaction à la propagande gouvernementale qui minimise ou justifie la répression.

La répression est également susceptible de rater son objectif lorsqu'elle est perçue comme étant «injuste», en rapport avec l'étendue et la diversité du mouvement. Aussi, une large participation est de nature à établir l'illégitimité du régime et d'accélérer sa chute si elle maintient une discipline non-violente qui accentue le caractère «disproportionné et excessif» de la répression, de façon à retourner l'opinion publique (sur sa légitimité).

La stratégie d'ensemble ne peut être porteuse que si elle combine harmonieusement «les méthodes à haut risque, comme les manifestations et les sit-in et les méthodes à faible risque, comme le repli à la maison» ; elle est alors forte d'une plus grande endurance, de davantage de dynamique et de plus de résilience que les campagnes qui s'appuient sur une seule méthode.

Il y a une première raison, majeure, à cela : tous les participants potentiels ont différents niveaux d'acceptation des risques. Les réactions sont différentes lorsqu'il s'agit de solliciter de ses partisans de tenir en place pendant qu'une colonne de chars approche, de bloquer l'accès à des bâtiments officiels, ou de lancer des grèves générales ou des boycotts.

S'agissant particulièrement des occupations de places publiques, comme c'est le cas au Caire, elles ne peuvent durer «que si les participants sont prêts à subir des désagréments considérables : s'absenter de leur travail, connaître la faim, dormir en plein air, etc.». Ces difficultés altèrent la diversité des participants au fil du temps, exposant leurs catégories les plus jeunes – ils sont les plus persévérants — au risque évident de compromettre la perception de la légitimité du mouvement. Ce qui les rend plus vulnérables à la répression.

Des organisateurs expérimentés combineront sit-in et occupations non violentes, avec d'autres formes de résistance, «y compris des rassemblements festifs, des marches silencieuses, des débrayages, des collectes de signatures, des protestations et même des tentatives de négociation».

Cette souplesse préserve de l'image d'un bloc «réduit, têtu, insolent, élitiste et inflexible». Autant de tares qui exposent généralement leurs auteurs à une effusion de sang contre-produtive pour le mouvement.

«Une des idées fausses les plus dangereuses sur la résistance civile, c'est de croire que plusieurs semaines de manifestations de rue ou d'occupations de places peuvent apporter d'importants changements systémiques. Au contraire, une campagne moyenne de résistance civile prend près de trois ans pour aboutir».

A l'inverse, une campagne violente, armée, prendrait trois fois plus de temps ; elle est aussi deux fois plus susceptible d'aboutir à un échec.

«L'histoire montre que les campagnes de résistance civile ont tendance à réussir quand elles sont construites sur la quantité et la qualité des participants, quand elles mettent au point des tactiques qui provoquent des changements de fidélité envers les élites dirigeantes, quand elles sont suffisamment préparées pour maintenir une discipline non violente, et quand elles peuvent habilement changer de cap pour minimiser les risques à leurs participants. Tout cela exige du temps, de l'organisation, de la préparation et une bonne dose d'imagination stratégique».

Dans un pays où la ressource est rare et unique, où les bouches à nourrir sont nombreuses et où le besoin de redistribution est vital, l'Etat est nécessairement fort, centralisé, voire militarisé. Un tel contexte ne se prête pas trop à un partage de pouvoirs et les Frères n'ont pas d'autre alternative que de faire avec. Sont-ils capables d'un tel réalisme ?

A. B.

Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

(*) Erica Chenoweth, « Why Sit-Ins Succeed -- Or Fail : Without a Broader Strategy, Pro-Morsi Encampments Are Unlikely to Work », Foreign Affairs, 11 août 2013.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

La page du fondateur de Facebook piratée par un expert en informatique palestinien

La page personnelle du P-dg du réseau social en ligne Facebook, Mark Zuckerberg a été piratée par un expert qui voulait démontrer une faille dans la sécurité informatique du groupe et qui espérait en tirer une rémunération.

Facebook rémunère régulièrement les experts qui l'avertissent sur des failles de sécurité, mais le chercheur palestinien Khalil Shreateh, qui voulait attirer l'attention du groupe après que de précédentes prises de contact eurent été ignorées, a passé la ligne rouge en s'en prenant à la page de M. Zuckerberg.

M. Shreateh a dit sur son blog qu'il avait trouvé une manière de contourner la sécurité informatique du groupe et de modifier les éléments postés sur la page d'un utilisateur du réseau social.

Il montre qu'il a d'abord posté une vidéo d'Enrique Iglesias sur le mur de Sarah Goodin, une amie d'université de Mark Zuckerberg. Après avoir informé le groupe de cette manipulation, et après avoir vu ses remarques ignorées par les équipes de sécurité du groupe, il a posté directement un message sur la page de Mark Zuckerberg.

«Cher Mark Zuckerberg, je suis désolé d'avoir enfreint la confidentialité de votre page et d'avoir affiché un message sur votre mur, mais je n'avais d'autre choix après tous les rapports (pour signaler une faille de sécurité) que j'ai envoyés à l'équipe de Facebook», a écrit M. Shreateh.

«Je m'appelle Khalil, je viens de Palestine», ajoute-t-il. En réaction, Facebook a immédiatement désactivé le compte de l'individu et lui a envoyé un message l'informant que le groupe ne pourrait le rémunérer pour avoir exposé une faille informatique, lui reprochant d'avoir «violé les termes et services» du groupe en piratant des pages du réseau.

Dimanche, un ingénieur de sécurité de Facebook, Matt Jones, a écrit sur un forum de sécurité informatique que le problème décrit par M. Shreateh avait été «réglé jeudi», admettant toutefois que son équipe aurait dû «demander (à l'expert palestinien) plus de détails plus vite».

Un porte-parole de Facebook a ajouté auprès de l'AFP que Facebook n'avait «pas ignoré les rapports» de M. Shreateh mais que ce dernier n'avait pas fourni «assez de détails» et que la politique du groupe est claire sur le fait que «ce n'est jamais acceptable de démontrer des bugs sur les pages d'utilisateurs non-consentants» du réseau.